



Ensemble



Le journal des socialistes de Loire-Atlantique - N°223 - Jeudi 17 mars 2011



Yvette Roudy est venue célébrer la Journée internationale des Droits des Femmes à Nantes

LES SOCIALISTES SE MOBILISENT POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES



8 Mars 2011 : Égalité - Parité



Les inégalités persistent notamment au niveau professionnel : les femmes gagnent en moyenne 27 % de moins que les hommes, représentent 80 % des travailleurs pauvres car occupent 82 % des temps partiels et seules 44 % effectuent une carrière complète. Les répercussions sont donc sensibles sur le montant de la retraite puisque 4 femmes retraitées sur 10 touchent moins de 600 euros par mois (contre un homme sur 10).

Le Parti socialiste s'est doté, à partir de la convention pour l'égalité réelle, d'un véritable plan d'action

national qu'il mettra en œuvre dès 2012 avec notamment 8 propositions phares : création d'un ministère pour l'égalité entre les genres ; 6 heures par an d'éducation à la sexualité, à l'égalité et au respect mutuel pour tous les élèves ; obligation de l'égalité salariale sous peine de sanctions ; création d'un service décentralisé de la petite enfance et accès facilité au congé parental aux 2 parents ; cotisations patronales majorées sur les temps partiels ; principe de parité élargi à toute la sphère publique ; faire respecter la loi qui oblige un centre IVG dans tout centre hospitalier avec accès à la contraception gratuite et anonyme à tout mineur ; création d'un observatoire des violences aux femmes et application de la loi du 9 juillet 2010.

« AU POUVOIR, LES SOCIALISTES ONT TOUJOURS FAIT AVANCER LA CAUSE DES FEMMES ».

Au pouvoir, les socialistes ont toujours fait avancer la cause des femmes, comme Yvette Roudy, présente à la fédération le 7 mars l'a rappelé. Première femme ministre de plein exercice pour le Droit de la Femme, elle a été à l'initiative de nombreuses lois pour le remboursement de l'I.V.G., pour l'égalité entre les époux dans le régime matrimonial, pour la féminisation des noms des métiers, ...

Les élues socialistes oeuvrent partout où elles sont présentes pour faire avancer la condition et le droit des femmes : au Conseil régional, via le plan égalité Hommes-Femmes, au Conseil général par la charte pour l'Égalité, dans les communes comme Saint-Herblain, Nantes, Bouguenais, Indre, Saint-Nazaire...

Pour une véritable influence sur les politiques publiques, les femmes doivent représenter au moins 30 % des assemblées délibératives. Il est donc essentiel qu'elles soient présentes à parité dans toutes les élections.

En Loire-Atlantique, 13 femmes socialistes candidates ont cette ambition et se sont investies dans les « 44 Heures pour le droit des femmes en 44 », caravane départementale qui a sillonné le département les 5 et 6 mars derniers.

En septembre 2011 c'est au Sénat que nous aurons le pouvoir d'améliorer cette représentation et l'an prochain à l'Assemblée Nationale.

Partout, toujours, les femmes et les hommes socialistes portent les valeurs de l'égalité, de la parité et du respect mutuel, pour une représentation de la population et une avancée de la société. Pour les femmes mais aussi pour les hommes.

Fabienne RENAUD

Secrétaire fédérale à la Parité

Ségolène Royal à Nantes



Répondant à l'invitation de Patrick Mareschal, c'est avec plaisir que Ségolène Royal a fait une visite à Nantes le vendredi 4 mars. Elle a tout d'abord découvert l'exposition « Fraternité, une histoire des solidarités » (visible au Conseil général jusqu'au 20 mai prochain), puis elle a visité une maison d'accueil de personnes âgées dont beaucoup sont atteintes de la maladie d'Alzheimer. Elle a pu aborder le thème de la dépendance au travers d'une table ronde. Ségolène Royal a dénoncé le danger de voir l'actuel gouvernement laisser aux assurances privées le financement de la dépendance car de nombreuses familles ne pourront supporter des cotisations élevées.

Au refus de la privatisation du grand âge, elle défend la réorganisation du système de soins et d'aide avec la création de pôles publics de l'autonomie regroupant les différents services au niveau départemental. Les missions de ces pôles seraient diverses : prévenir la perte d'autonomie, développer une politique de formation de professionnels, soutenir les aidants en prévoyant des hébergements temporaires...

Elle souhaite aussi davantage de moyens sur le maintien à domicile en repensant le logement et les technologies dans le domestique.

C'est tout l'enjeu d'un État providence moderne qui sera au cœur de l'échéance électorale de 2012 pour défendre l'esprit de la sécurité sociale issue des luttes sociales de nos aînés.



Journée internationale des Droits des Femmes Venue d'Yvette Roudy à Nantes

Égalité hommes-femmes : poursuivre la lutte

Yvette Roudy, ancienne ministre des Droits de la femme et figure du féminisme français, était à Nantes le 7 mars, veille de la Journée de la Femme. Elle a inauguré la fresque murale du siège de la fédération et a débattu avec des militantes et militants sur le thème « Conciliation du temps de vie et implication des femmes en politique ».

Le débat a été introduit par Fabienne Renaud qui a souligné qu'une femme sollicitée pour un mandat « *se demande d'abord si elle en est capable. Ensuite, elle a un problème d'organisation par rapport à sa vie de famille. Les hommes ne se posent aucune de ces questions* ». Elle a ajouté que la parité doit être un objectif pour les législatives de 2012.

Yvette Roudy s'est ensuite exprimée. Son slogan est toujours « *égalité, liberté, autonomie et dignité pour les femmes* ». Depuis toujours, ce sont elles qui « *s'occupent des enfants, de la cuisine etc* ». Cela n'a pas changé : elles consacrent en moyenne 33 heures par semaine aux tâches domestiques contre 16 heures pour les hommes. Néanmoins, depuis les années 70, des progrès ont été faits. L'un des symboles de cette évolution fut le droit à l'avortement en 1975 qui fut « *l'aboutissement d'un long combat et la loi fut votée avec le soutien du PS* ».

Le travail salarié féminin est aussi en progression depuis une quarantaine d'années : 35 % des femmes travaillaient en 1962 contre 75 % en 1985 mais il y a encore aujourd'hui beaucoup de travail partiel subi. Il faut aussi nuancer cette comparaison de dates car la France de

1962 était encore très agricole et de nombreuses femmes travaillaient sur les fermes aux côtés de leur époux, sans être toujours officiellement reconnues par l'administration ou déclarées à temps plein.

INÉGALITÉS PROFESSIONNELLES ET POLITIQUES

Yvette Roudy a rappelé « *qu'à l'arrivée d'un enfant dans un couple, c'est la femme qui met sa vie professionnelle au ralenti. Résultat : 600 € mensuels d'écart moyen entre les retraites des hommes et des femmes* ». Même constat en politique où la parité est loin d'être une réalité notamment à l'Assemblée nationale et au Sénat. « *Pourtant, elles savent bien gérer leur temps et ont un égo moins développé. Mais le gouvernement en a cure : sa réforme territoriale réduira le nombre de femmes élues et les subventions aux associations féministes sont grignotées* ».

Au cours du débat, la vie professionnelle a été abordée avec le témoignage d'une militante qui a des amies ayant été « *mises au placard au retour d'un congé maternité. Certaines renoncent donc au congé parental et le 2^e enfant, pourtant désiré, semble parfois incompatible avec la poursuite de leur carrière* ». Rappelons ce sondage qui a récemment pointé que 82 % des



hommes pensent, qu'en période de crise, les emplois doivent prioritairement leur être réservés... Il y a encore du travail à faire pour que les mentalités évoluent.

Une autre militante a exprimé le souhait que « *soit mis un terme à la professionnalisation de la politique et donc au cumul des mandats. À ce sujet, les femmes sont comme les hommes : quand elles ont un mandat, elles s'y accrochent !* » Sur ce sujet comme dans le monde du travail, tout le monde s'accorde à dire que rien ne se fera sans une volonté politique forte.

La réunion s'est achevée sur une note optimiste avec le témoignage d'une jeune femme dont le compagnon « *aide beaucoup à la maison* ». L'accomplissement de l'égalité hommes-femmes viendra peut-être de la jeune génération !



Les candidates sur le terrain dans le cadre de l'opération « 44 heures pour les droits des femmes en Loire-Atlantique »



Annie Briand sur le marché d'Ancenis



Sophie de Saint Amour sur le marché de Pornic



Florence Le Coz sur le marché de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu

Élections départementales - 20 et 27 mars 2011



Aigrefeuille-sur-Maine

Bernard Deniaud

Suppléante :
Stéphanie Neuville Bernier



La Baule

Erwan Le Moigne

Suppléante :
Josiane Robert



Nort-sur-Erdre

Claudine Hias

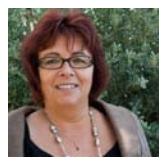
Suppléant :
Joseph Testard



Saint-Nazaire Est

Philippe Grosvalet

Suppléante :
Laurianne Deniaud



Ancenis

Annie Briand

Suppléant :
Christophe Guinel



Le Loroux-Bottereau

Michel Courbet

Suppléante :
Sylvie Poupard-Gardé



Orvault

Caroline Tahar

Suppléant :
Dominique Gautier



Saint-Nazaire Ouest

Annaïg Cotonnec

Suppléant :
Christophe Cotta



Blain

Marcel Verger

Suppléante :
Christiane Le Bouédec



Nantes 1

Fabienne Padovani

Suppléant :
Daniel Piard



Paimbœuf

Yanick Lebeaupin

Suppléant :
Philippe Fourage



Saint-Philbert-de-Grand-Lieu

Florence Le Coz

Suppléant :
Fabrice Vénéreau



Carquefou

Bernard Aunette

Suppléante :
Ingrid Chesneau



Nantes 3

Alain Robert

Suppléante :
Elisabeth Lefranc



Pornic

Sophie de Saint Amour

Suppléant :
Philippe Gautreau



Savenay

Lenaïck Leclair

Suppléant :
Olivier Dauré



Clisson

Michel Merlet

Suppléante :
Véronique Neau



Nantes 5

Claude Seyse

Suppléant :
Jean Miller



Rougé

Michel Neveu

Suppléante :
Christine Hardy



Varades

Claude Bricaud

Suppléante :
Marika Pellerin



Derval

Yves Daniel

Suppléante :
Viviane Lopez



Nantes 7

Pascal Bolo

Suppléante :
Myriam Naël



Saint-Étienne-de-Montluc

Jean-Pierre Fougerat

Suppléante :
Dominique Uberti



Vertou

Martine L'Hostis

Suppléant :
André Vandenberghe



Guémené-Penfao

Michel Loquet

Suppléante :
Carole Georgelin



Nantes 9

Catherine Touchefeu

Suppléant :
Babacar Lamé



Saint-Herblain Est

Bernard Gagnet

Suppléante :
Farida Rebouh



Herbignac

Franck Hervy

Suppléante :
Françoise Marchand



Nantes 11

Johanna Rolland

Suppléant :
Ali Rebouh

Les 20 et 27 mars 2011, votez et faites voter pour les candidat-e-s du Parti socialiste, et renforcez la majorité de Gauche au Conseil général !

Retrouvez les actualités de la campagne départementale et de chaque candidat sur loireatlantiquegauche2011.fr



Canton de Savenay Lenaïck Leclair

« Conserver le canton à gauche »

Agée de 63 ans, elle est mère de 2 enfants et a 5 petits-enfants. Elle a été enseignante en primaire dans des écoles du canton pendant 38 ans. Elle connaît donc bien ce territoire où elle est née. Elle y a eu des responsabilités dans le domaine associatif puis politique. Elle fut adjointe au maire de Prinquiau de 2005 à 2008 et est maire depuis les dernières municipales.

« Choisie par les socialistes, je me présente aux élections départementales sous la bannière du PS sur le canton de Savenay. J'espère bien le conserver à gauche. Si c'est le cas, je m'engage à être à l'écoute des gens et à rendre des comptes sur mon action au Conseil général. Je travaillerai en équipe avec les acteurs du canton. Mes priorités seront l'emploi et le développement économique de proximité, l'enfance et la jeunesse, le logement accessible pour tous et le respect de l'environnement en agissant notamment sur les déchets, les transports et les constructions ».

Lenaïck a la volonté de s'inscrire dans un travail d'équipe et une dynamique collective au sein de la majorité de gauche du Conseil général, ainsi que sur son canton avec les citoyens, les élus, et les représentants associatifs et institutionnels.



Canton de St-Nazaire Ouest Annaïg Cotonnec

« Défendre le programme de la majorité de gauche »

Brestoise d'origine, Annaïg est arrivée à Saint-Nazaire il y a 20 ans. Elle enseigne sur le site universitaire de Gavy. En 2005, elle adhère au PS et est élue secrétaire de section en 2008. Le canton longe le littoral et compte les deux pôles d'habitat social les plus importants de la ville mais également le quartier pavillonnaire de la Trébale. *« Ce canton est diversifié sociologiquement. C'est un canton dynamique en pleine restructuration urbaine. Notre territoire compte beaucoup d'emplois tertiaires, une économie touristique, le pôle d'enseignement supérieur de Saint Nazaire et développe un secteur santé proche de la future Cité sanitaire ».*

Dans les portes-à-portes et réunions publiques, avec son équipe elle met en avant le bilan et le programme de la gauche : un nouveau collège et un gymnase sont notamment prévus. Elle rappelle l'action du Conseil général *« pour aider les personnes âgées à vivre chez elles en toute autonomie »*. L'environnement et l'emploi sont 2 autres thèmes importants *« avec le développement de l'éolien et la conditionnalité des aides aux entreprises notamment sur des critères sociaux car l'argent public n'est pas une manne qui tombe sans contrepartie »*.



Canton d'Orvault Caroline Tahar

« Améliorer la vie de chacun d'entre nous »

Caroline habite Orvault et participe à la vie associative du canton. Enseignante à l'Université, elle explique avoir *« la chance de faire un métier qui me plaît. Mon ambition n'est pas de faire carrière en politique. Je souhaite simplement agir pour améliorer la vie de chacun d'entre nous »*. Convaincue que la justice sociale est la clef de voûte d'un mieux-vivre ensemble, elle est candidate aux cantonales avec comme suppléant Dominique Gautier, conseiller municipal à Sautron. Conseillère municipale d'Orvault depuis 2008, elle a l'habitude de travailler avec lui sur les dossiers qui concernent le canton.

Elle rappelle que *« la compétence principale du Conseil général est la solidarité. Et la solidarité, ça nous concerne tous : jeunes, collégiens, personnes âgées, handicapés, sans-emploi... c'est aussi la culture et le sport pour tous. Les objectifs de notre programme sont indispensables en cette période de crise »*.

Le candidat de l'UMP essaie de faire oublier son soutien à Sarkozy. Pour le Département, l'UMP a *« le même programme qu'au plan national : coupes dans les budgets de la solidarité, baisse des impôts pour les plus riches, casse des services publics et montée des inégalités. »*



Canton de Nantes 11 Johanna Rolland

« Envoyer un message fort »

Agée de 31 ans, Johanna habite le quartier Zola. Originnaire de l'agglomération nantaise, elle s'engage très tôt dans la vie associative : milieu sportif d'abord puis coopération internationale. Spécialisée dans le développement local et les questions sociales, elle a travaillé au Creusot, notamment comme chargée de mission sur la démocratie participative. Puis à Nantes, comme attachée parlementaire de Jean-Marc Ayrault. Elle est depuis 2008 adjointe au maire de Nantes en charge de l'éducation et de la jeunesse, et est candidate sur le 11ème canton pour succéder à Patrick Mareschal.

Un canton qu'elle connaît bien : elle en perçoit les difficultés mais aussi le potentiel. Avec Ali Rebouh son suppléant, elle veut mettre son *« engagement au service des habitants, dans le fil de l'action menée par Patrick Mareschal. Nous voulons participer à un projet collectif porté par les élus et les militants, ancré dans nos valeurs de justice sociale et d'égalité »*. Elle souhaite également convaincre les citoyens que ces élections sont aussi le moyen, à un an de la présidentielle, *« d'envoyer un message fort, de dire la société que nous voulons et construire un espoir pour de nombreux citoyens »*.

⚙️ Mouvement de la Justice : interview de Dominique Raimbourg

« La politique judiciaire de la droite est un échec »

Nous vivons depuis quelques semaines un mouvement de protestation inédit des professionnels de la Justice. Ils dénoncent notamment un manque de moyens pour mener à bien leurs missions. L'avocat et député Dominique Raimbourg fait le point sur cette actualité.



• Quel regard portes-tu sur le mouvement des personnels de la Justice ?

Il est important pour trois raisons :

1 Tout d'abord il a rassemblé tous les acteurs de la chaîne pénale - police, justice, greffiers, membres de l'administration pénitentiaire - et tous les niveaux hiérarchiques depuis les magistrats de base jusqu'aux plus hauts magistrats.

2 C'est un mouvement de révolte contre le populisme pénal qui consiste à en appeler au peuple contre les institutions, tactique employée par Nicolas Sarkozy. Pour la 1^{re} fois, on a vu les acteurs se rebeller contre ses attaques incessantes.

3 C'est la fin, je pense, de l'utilisation de la peur par le Président de la République. Les crimes et faits divers sont utilisés pour cristalliser les peurs sur les délinquants. Le président de la République se fait fort ensuite d'y répondre par une augmentation de la répression. Cette fois-ci, les professionnels se sont révoltés contre la déconsidération de leurs institutions. Enfin, les membres de la majorité présidentielle ont refusé la possibilité de voter une énième loi sur les crimes. Nous sommes à un tournant, l'utilisation à des fins politiciennes de la délinquance est désormais derrière nous.

• Comment rétablir la confiance entre le pouvoir politique national et la sphère judiciaire ?

La première mesure est, comme le propose le PS, un plan pluriannuel de rattrapage des moyens financiers. On a en effet augmenté la demande en direction de la Justice. En civil - avec

le surendettement, la réforme des tutelles et bientôt celle des hospitalisations d'office - ou en matière pénale où la loi a créé de nouveaux délits. Ensuite on a « juridictionnalisé » l'application des peines, désormais confiées à un tribunal. Enfin, il y a une exigence de sécurité chez les citoyens qui fait que la Justice est très sollicitée.

Il faut aussi respecter l'impartialité et s'attacher à réformer le statut du parquet pour que les procureurs et substituts, chargés des poursuites, soient désormais impartiaux et ne reçoivent plus d'instructions du pouvoir exécutif.

• Quel bilan fais-tu de la politique judiciaire des gouvernements de droite depuis 2002 ?

Ce bilan est un échec en dehors de quelques mesures positives comme la juridictionnalisation de l'application des peines. C'est un échec en matière de questions de sécurité, abordées sous l'angle des faits divers les plus horribles : ce n'est pas la bonne façon de les traiter.

Ensuite, les moyens n'ont été donnés ni à la Police ni à la Justice. La Police a bénéficié d'une augmentation de ses effectifs de 10 000 agents sur un total de 250 000, mais ces postes ont été « repris » par le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. On l'a vu précédemment, les moyens n'ont pas été donnés non plus à la Justice.

Enfin, l'impartialité de la Justice n'est pas garantie. La politique judiciaire a consisté à la mettre sous tutelle. Le pouvoir politique accaparé par l'UMP nomme désormais des membres du Conseil supérieur de la magistrature...

Il est urgent de réformer la Constitution pour garantir l'impartialité des procureurs et mettre les magistrats du siège et du parquet à l'abri de la volonté de l'exécutif.

⚙️ Éducation : une priorité pour les socialistes de Loire-Atlantique

Alors que le gouvernement a décidé de casser le système éducatif (formation des professeurs et suppression de postes), les socialistes sont attendus par la communauté éducative en cas de victoire en 2012. Le PS 44, à son échelle, va continuer dans les collectivités dont il assure la gestion, les investissements dans les écoles, collèges

et lycées. Il rencontre régulièrement les partenaires de la communauté éducative (professeurs, parents d'élèves, TOS) par le biais de leurs fédérations ou de leurs syndicats. Jacques Auxiette l'année dernière lors des Régionales, aujourd'hui le Conseil général avec Catherine Touchefeu a explicité nos propositions lors d'une rencontre le 21 février dernier à laquelle

participait également la Fédération du Parti socialiste.

Le lundi 4 avril nous parlerons de l'éducation de manière globale et de la jeunesse en particulier dans le cadre du Forum des Tanneurs avec la venue de Bruno Julliard.

Catherine PIAU
Secrétaire fédérale à l'Éducation

Interview de Michel et Monique Pinçon-Charlot

« La politique de Sarkozy est au profit des plus riches »

Les sociologues Michel et Monique Pinçon-Charlot ont récemment publié un remarquable livre intitulé « Le président des riches »*. Son sous-titre est « Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy ». Un travail sociologique fouillé qui montre à quel point l'actuel pouvoir politique national est lié aux puissances de l'argent et à ses intérêts.



• Pourquoi avoir écrit ce livre maintenant ?

Nous travaillons depuis 1987 sur la grande bourgeoisie : nous avons donc un acquis utile pour ce livre. Tout a commencé en mai 2007 lors de l'élection de N. Sarkozy marquée dès le début par le cynisme et le double langage. Il devait passer quelques jours dans un monastère : on le retrouva sur le yacht de son ami Bolloré... La soirée du Fouquet's augurait également bien le nouveau régime : elle comptait plus de patrons du CAC 40 que d'hommes et de femmes politiques. C'était l'entrée en force des puissances de l'argent dans les hautes sphères du pouvoir.

Dès lors, nous décidons d'entreprendre l'écriture d'un livre sur la présidence Sarkozy. Pendant 3 ans et demi, nous avons recensé des articles de presse, repéré les effets d'annonce non suivis d'actions et les mesures d'une politique faite au profit des plus riches. À l'automne dernier, nous avions suffisamment de recul et de matière pour sortir notre livre.

• Vous parlez notamment d'une « guerre des classes au service d'une aristocratie de l'argent ». Pouvez-vous illustrer ce propos ?

L'introduction du livre commence par une phrase de Warren Buffett, l'un des hommes les plus riches du monde, qui a dit que « la classe des riches mène une

guerre des classes qu'elle est en train de gagner ». En France, c'est l'aristocratie de l'argent qui reprend les manières et valeurs de l'ancienne noblesse. Il y a en effet une filiation dans l'histoire, les héritiers étant la continuation d'une lignée, d'une dynastie qui se distingue par ses capitaux matériel, culturel, économique et symbolique. Les familles Pinault et Arnault en font aujourd'hui partie. Les Taittinger aussi et depuis plus longtemps. La politique de Sarkozy les favorise et son élection fut aussi leur victoire. Toutefois, le style de Sarkozy : goût de l'argent assumé et brutalité dans l'exercice du pouvoir, déstabilise cette haute société des beaux quartiers dont les grandes fortunes se font discrètes et la domination sur les autres classes sociales courtoise et polie. S'ils ne se reconnaissent pas dans le « style Sarkozy », cela ne les empêche pas, par leurs réseaux, de soutenir et d'encourager une politique largement en leur faveur.

Le bouclier fiscal en est un exemple : les prélèvements fiscaux sont passés de 60 % à 50 %. Cela peut paraître encore beaucoup sauf que les niches fiscales et mesures de réduction d'impôts pour les plus fortunés, font en réalité passer le niveau de prélèvement bien en-dessous de 50 %. Double discours encore : pendant la crise, Sarkozy avait promis la fin des paradis fiscaux : plus de deux ans après, la banque BNP Paribas y compte 189 filiales... Il faut aussi rappeler qu'en décembre 2009, la majorité UMP a voté l'imposition des indemnités versées aux victimes d'accidents du travail, jusque là exonérées.

• Ces relations étroites entre pouvoir politique et puissances de l'argent n'ont-elles pas toujours existé ?

Ce n'est pas nouveau en effet mais un tel degré de connivence est inédit.

Ce qui est nouveau également, c'est que le capitalisme a changé de nature. Avant, le dirigeant était une personne physique soutenue par une banque. Aujourd'hui, le pouvoir économique est entre les mains de financiers et de banques qui spéculent et n'ont plus de liens directs avec les entreprises. Le capital est devenu volatile et spéculatif. La richesse financière est abstraite, coupée de l'économie réelle et du travail qui est pourtant la base de la création de toute richesse.

• Comment peut-on sortir de la situation que vous décrivez dans votre livre ?

Notre dernier chapitre s'intitule « Que faire ? » Nous proposons de mettre fin à l'oligarchie politique en abolissant le cumul des mandats grâce notamment à un statut de l'élu. Il aura alors un engagement citoyen limité dans le temps plutôt qu'une carrière politique de 30 ou 40 ans de suite. Nous proposons aussi de mettre fin à l'oligarchie économique et financière en nationalisant les banques et les agences de notations, en interdisant la titrisation et les plus-values boursières et financières qui détruisent l'économie réelle. Enfin, nous proposons un impôt progressif, prélevé à la source, sur tous les revenus du travail et du capital.

**Le président des riches - Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*

De Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, aux éditions Zones.

228 pages - 14 euros.



À lire aussi des mêmes auteurs : « Sociologie de la bourgeoisie » aux éditions la Découverte.

À lire également : « Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours » d'un collectif d'auteurs aux éditions la Découverte.

Portrait de Sophie de Saint Amour

La politique comme vocation



Elle porte le joli nom de Saint Amour qui est un village du Jura mais aussi un patronyme de souche aristocratique : « *Ce sont peut-être nos ancêtres car il y a peu de familles françaises à porter ce nom* ». Origine noble ou non, Sophie est issue d'un milieu de gauche. Son père fut tête de liste à Pornic en 1995 alors la politique, elle connaît ! Sa famille a toujours eu la passion de la politique : son arrière-grand-père fut maire et conseiller général dans la Somme.

Son éveil à la chose publique est donc le fruit d'un milieu familial intéressé par l'engagement et la vie citoyenne. Sophie siégera ainsi au Conseil municipal d'enfants de Pornic. C'est donc tout

naturellement qu'elle adhère au PS à 20 ans en 2006 « *car la présidentielle approchait : j'avais envie de m'engager* ».

Dans le même temps, Sophie mène des études universitaires après un bac littéraire préparé au lycée du Pays de Retz. Admise au concours d'entrée, elle fréquente l'Institut d'études politiques de Rennes, puis prépare une licence de Droit public à Nantes qu'elle obtient en 2008. Elle poursuit avec un Master 2 de Droit public des affaires avec un mémoire consacré à « l'intervention des EPCI* dans le domaine de l'énergie photovoltaïque ». Elle effectue son stage de fin d'études universitaires à Paris au service juridique de la Caisse des dépôts et consignations.

« LES SEULS CONTRE-POUVOIRS DERRIÈRE LESQUELS LES FRANÇAIS PEUVENT SE RETRANCHER SONT LES COLLECTIVITÉS LOCALES ».

Enfin, en avril 2010, elle passe avec succès le concours externe d'Attachée territoriale. Elle intègre le service juridique de la région Pays de la Loire en septembre de la même année.

Un beau parcours au cours duquel elle trouve le temps d'être sur la liste d'opposition à l'élection municipale de Pornic en 2008 : elle est élue et siège donc depuis au Conseil municipal.

Sophie y a acquis une compétence notamment sur les finances : « *Je suis crédible et ma jeunesse est bien perçue. Les gens apprécient qu'il y ait une relève* ». Elle fait campagne sur le canton de Pornic avec une équipe dynamique et motivée : rencontres avec les acteurs locaux, réunions publiques, porte-à-porte, la jeune candidate sillonne un territoire qu'elle connaît pour y vivre depuis plus de 20 ans. « *Le contact avec les gens se passe bien : l'accueil est positif même s'il y a parfois une défiance exprimée vis-à-vis du personnel politique. Le siège de Conseiller général est ici occupé depuis des décennies par la droite. Nous sommes témoins sur notre canton de grandes inégalités, d'un déficit de service public, d'un manque de politiques sociales et*

de politiques publiques innovantes. Il s'agit donc de ne plus faire du « saupoudrage » injuste et partial mais de cibler les réels besoins de notre territoire. »

Elle est fière du changement de cap et du bilan du Conseil général présidé par Patrick Mareschal depuis 2004, malgré les incertitudes financières induites par le désengagement de l'État dirigé par la droite. Sophie est révoltée par la politique de Sarkozy qui « *porte atteinte à la cohésion nationale. Ses gouvernements bafouent les principes républicains que notre pays s'est évertué à mettre en place : solidarité, égalité, justice sociale. Face à ce constat accablant, les seuls contre-pouvoirs derrière lesquels les Français peuvent se retrancher sont les collectivités locales heureusement souvent dirigées par la gauche.* »

On peut espérer que les élections cantonales renforceront encore la présence de la gauche dans les Conseils généraux de France.

*Établissement public de coopération intercommunale

/// Agenda

• Canton de Pornic

Jeudi 17 mars à 20h aura lieu une réunion publique de Sophie de Saint Amour en présence de Yannick Vaugrenard à la salle des Fêtes du Clion.

• Conseil Fédéral

Le prochain Conseil fédéral aura lieu le lundi 28 mars à 20h à la Fédération.

• Forum des Tanneurs

Lundi 4 avril à 20h30, avec Bruno Julliard, secrétaire national du PS à l'éducation, viendra débattre avec nous sur le thème « Éducation, jeunesse : une priorité pour la gauche ».

Dispensé de timbrage NANTES R.P.

Ensemble
1, allée des Tanneurs
44 000 NANTES
Déposé le 16/03/11



Le Journal des socialistes de Loire-Atlantique
1 allée des Tanneurs - 44000 NANTES
Tél. 02 40 20 63 00 - Fax 02 40 08 27 24
E-mail : fede44@parti-socialiste.fr
Facebook : <http://www.facebook.com/Parti.socialiste.44>
Directeur de Publication : Alain Gralepois
Rédacteur en chef : Benjamin Baudry
Rédaction des articles : François Caillaud
Crédit photos : François Caillaud, Valéry Joncheray
Mise en page : Scopic
Imprimé avec des encres végétales
sur papier ecolabellisé par Parenthèses
N° CPPAP : 0914P 10751
N° ISSN : 1296 - 2201
Prix : 1,50 euro - Tirage : 3 300 ex.

